

Les produits de qualité de montagne en Méditerranée

Hélène Ilbert

*Enseignant-Chercheur
Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM)*

Annarita Antonelli

*Chargée de mission
Institut agronomique méditerranéen de Bari (CIHEAM-IAMB)*

Mailys Luye

*Responsable du design pédagogique et des plateformes de formation à distance
Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM)*

Depuis 2006, le CIHEAM, en partenariat et grâce au soutien financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a travaillé à la création d'un centre de ressources afin de valoriser les produits et les savoirs faire locaux des zones de montagne en Méditerranée. Ce centre de ressources sur les produits de qualité de montagne s'est matérialisé dans la création d'une plateforme collaborative d'informations baptisée "Cybermontagne".

L'objectif est d'accompagner des acteurs économiques ou institutionnels des pays méditerranéens dans la mise en valeur de produits et services de qualité et d'origine par la coordination de processus collaboratifs destinés à l'élaboration de qualifications et de mentions valorisantes. Le public visé est en premier lieu les cadres administratifs, les professionnels, les ONG ou les chercheurs.

Une information structurée et localisée

En créant un système d'information et de veille sur les produits du terroir en Méditerranée, le but est d'inciter chaque partie prenante à mettre en perspective des exemples concrets, qu'il s'agisse de produits d'origine ou de qualité ou de services associés aux lieux, comme l'éco-tourisme. Restituer la diversité des produits et des services liés aux terroirs doit faciliter la comparaison et la connaissance des démarches qui construisent les labels ou les indications géographiques.

Savoir identifier un produit, c'est pouvoir reconnaître les éléments constitutifs qui consacrent une production existante: identification du produit, délimitation du lieu, reconnaissance des disciplines particulières et de la notoriété établie. L'outil cybermontagne est un des moyens pour restituer les situations hétérogènes. Les premiers résultats des recensements ont permis de confirmer la diversité des produits. Actuellement, une quarantaine de produits répartis sur 4 pays (Algérie, Maroc, Liban, Syrie) ont été renseignés et validés.

Dans certains cas, la production et la transformation se font dans le seul lieu de production, comme dans le cas du safran de Taliouine au Maroc. Mais ceci n'est pas systématique: le Savon d'Alep est ainsi transformé en ville mais approvisionné en laurier par l'ensemble du territoire national, voir même parfois de l'étranger. Seule la réputation d'Alep consacre la reconnaissance de la production existante originale.

Autre dimension induite, celle relevant de la nature de l'objet signalé. Il peut s'agir de produits agro-alimentaires mais également de cosmétique, d'artisanat, de services. Citons par exemple, le tapis Ath-Hichem reconnu par les motifs géométriques berbères exécutés à la main avec sept fils colorés différents issus de la même zone de production et d'une longue tradition de tissage local. Cette activité est symbolique de la zone comme le sont au Liban les activités liées à la préservation du patrimoine. Ainsi, dans la Vallée de Kadicha, le cèdre du Liban est ancré dans ce parc régional et dans des actions de valorisation des savoir-faire ancestraux par l'agro-tourisme.

Enfin, l'étalon des échelles de lieu est variable, puisqu'un produit du terroir peut soit se rapporter à un village, soit à un État Nation. Cette dimension nationale, même si elle n'est pas encore construite sous forme d'indication géographique comme cela est le cas pour le Café de Colombie, vaut en Méditerranée. «L'huile d'olive du Liban » est identifiée et signalée en tant que telle. Elle fait partie d'une série de produits susceptible de bénéficier du label spécifique Liban. D'autres produits potentiels, comme « l'huile d'argan du Maroc » sont en cours d'identification et font l'objet de multiples démarches de reconnaissance institutionnelle.

Savoir reconnaître les dynamiques en cours, suppose donc que l'on puisse d'abord localiser précisément les produits et les services tout en les caractérisant. Les résultats obtenus nous permettent d'examiner les potentiels et de compléter les informations en fonction des besoins. La localisation intuitive (via Google Earth) couplée à des bases de données permet la mise en correspondance du terroir, du produit, des facteurs naturels et des facteurs humains. Le nom d'un produit est associé à son terroir localisé et aux informations relatives au savoir-faire traditionnel et aux pratiques de mise en culture par un interface intuitif et systématique.

Au centre de ce travail de description se pose la question de la protection des producteurs et des consommateurs contre les usurpations, et la question de la promotion d'outils de développement rural et de développement économique. Les choix stratégiques en matière de protection par les instruments de marchés (de type marques ou certifications), ou par les outils institutionnels encadrant des démarches de développement local ou de protection du patrimoine) sont des enjeux qu'il convient de pouvoir arbitrer et étayer par des cas précis et facilement comparables. Encore faut-il que ces exemples soient progressivement situés par rapport à des programmes de recherche et de coopération.

Une démarche réflexive et collaborative

L'édition résulte du travail des membres du groupe de travail mobilisé qui décident de diffuser tout ou partie de leur information. Les membres ont accès à un disque dur commun et à des outils de travail partagés. Les accès sont gérés et authentifiés.

La base de données "*Produits-Services*" permet aux personnes autorisées de créer renseigner publier des fiches descriptives de produits et-ou services. Les fiches générées ne sont pas publiées directement, elles sont d'abord stockées dans un « Sas » géré par une personne référente qui valide l'information. La validation est pour partie technique (harmonisation des normes de localisation ou des normes bibliographiques) et pour partie éditoriale (contrôle des informations transmises). Un référent technique et un référent éditorial disposent donc de droits d'administration spécifiques qui leur donnent accès à l'ensemble des informations.

La validité des informations publiées est assurée par un double dispositif :

- Responsabilisation des personnes autorisées à fournir des données : la personne qui crée une information, ou celle qui la modifie, sont connues du système, l'historique des interventions étant disponible pour les administrateurs.
- Stockage temporaire dans un sas de validation qui permet aux administrateurs de vérifier le contenu proposé avant de le valider. C'est l'équipe d'un projet qui choisit les personnes auxquelles elle donne les droits d'Administrateur.

L'application repose sur des bases de données reliées entre elles de manière dynamique, ce qui permet de croiser des informations sans les saisir plusieurs fois. Ainsi, les fiches produits/services sont reliées aux bases de données « Annuaire », « Références », « Liens » ou « Espaces de travail ». Les « *Espaces de travail* » permettent l'échange de messages et documents entre membres d'un même groupe, avec la possibilité in fine de verser certains documents validés dans la base de données « *Références* » accessible par tous. Enfin, les partenaires en réseau (producteurs, intermédiaires, administrations ou chercheurs) disposent d'un outil adaptable à leurs besoins (nouveaux champs de saisie ou de nouvelles fonctionnalités sont envisageables ; nouvelles catégories, nouveaux pays etc.).

La plate-forme présente donc trois grands avantages:

- elle facilite et structure la réflexion sur la signalisation de produits/services de qualité grâce à son espace Extranet qui favorise la diffusion et la visibilité des produits/services de qualité;
- elle offre un espace collaboratif aux participants du groupe de travail;
- elle constitue un support d'animation de terrain ou de formation grâce aux contextes et produits variés qui y sont décrits, tout autour de la Méditerranée.

Un accès pour tous

Le public non membre a accès en ligne sur le site dédié aux :

- Fiches produits/services : les informations générales uniquement, avec possibilité de naviguer d'un produit à un autre qui lui est relié, à un document complémentaire, à la localisation intuitive via GoogleEarth;
- Références classées par thèmes, avec possibilité de requête par auteur, année, type de document, année, etc. et accès au document numérique en ligne si celui-ci est disponible;
- Liens utiles classés par thèmes;
- Actualités affichées sur la page d'accueil, avec possibilité de consulter les archives.

Le grand public a donc un accès volontairement limité aux informations contenues dans les fiches Produits/Services, car les champs socio-économiques ou techniques sont accessibles uniquement par les membres du groupe de travail.

Aujourd'hui, la plate-forme poursuit une évolution conceptuelle afin de s'adapter aux besoins des partenaires. Actuellement, de nouveaux produits sont entrain d'être décrits dans le cadre d'un programme de recherche avec l'Albanie et les pays des Balkans. Plus de trente nouveaux produits renseignés sont en attente de validation. De nouvelles collaborations avec des programmes de recherche et de coopération sont en cours. Ce travail en réseau permet d'avancer progressivement sur la structuration d'un outil de veille partagé.

www.cybermontagne.org/

Nom d'utilisateur : maroc
Mot de passe : maroc



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement durable des territoires ruraux en Méditerranée.

A propos de l'Observatoire du CIHEAM

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est Un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

www.ciheam.org